



L'ACTION COLLECTIVE, MISSION FONDAMENTALE DES EFT-OISP ?

Frédérique
Konstantatos
Chargée de projets
SAW-B



Analyse 2013

Dans les années 70, on parlait déjà de crise économique. Elle avait d'autres causes et conséquences qu'aujourd'hui. Elle soulevait déjà des questions sociales telles que la formation et l'emploi des jeunes, leur insertion dans la vie d'adulte après l'échec d'un enseignement peu adapté aux élèves issus des milieux populaires. Mues par l'indignation et le besoin d'agir, une série d'initiatives sont alors nées, avant de se structurer et de devenir le secteur de l'insertion socioprofessionnelle (ISP)¹.

Aujourd'hui, la crise, sans cesse renouvelée, se maintient à l'ordre du jour et pose de nouvelles questions. Le cadre de travail des entreprises de formation par le travail (EFT) et organismes d'insertion socioprofessionnelle (OISP) est redéfini par un Etat social actif de plus en plus marqué² : la responsabilité des individus comme unique explication du chômage, l'adressage des demandeurs d'emploi vers les centres, le risque de focalisation sur les résultats quantitatifs (c'est-à-dire le nombre de remises à l'emploi) et l'obligation de résultats. Le public de ces centres de formation est lui-même aux prises avec des conditions de vie de plus en plus difficiles (dégressivité accrue des allocations de chômage, précarités multiples, ...) et risque, en raison de son faible niveau de qualification, de se voir exclu y compris des circuits de formation menant à l'emploi.

Ce sont autant de sources de malaises pour les centres et leurs travailleurs qui se questionnent sur leur travail. Alors que le décret sur l'accompagnement individualisé³ vient de sortir et qu'un nouveau décret EFT-OISP se prépare, le Conseil d'administration de l'Interfédé⁴ propose au secteur de se saisir collectivement de ces questions. Pour les centres de formation nés sur le mode de la résistance, quelles sont aujourd'hui les questions de société qui les mobilisent ? En tant qu'acteurs de changement, entrepreneurs et créatifs, comment les centres veulent-ils se positionner et quelles réponses apportent-ils ? Pour partager une analyse et construire une parole commune, l'Interfédé organise une assemblée sectorielle le 4 juin 2013 où sont invités tous les travailleurs des EFT-OISP de Wallonie. Trois temps ont été prévus pour préparer l'assemblée sectorielle. D'abord, « les Matinées de l'ISP » qui partent du vécu des travailleurs pour analyser les enjeux du secteur de l'ISP et identifier des leviers d'actions. Ensuite les « Ateliers préparatoires » pour se pencher sur l'impact du décret « accompagnement individualisé » et identifier les réponses déjà apportées par le secteur. Enfin, une « Journée d'échange de pratiques d'actions collectives » pour récolter le récit des initiatives menées dans les EFT et OISP avec les stagiaires, sur les problématiques liées aux questions sociales (logement, endettement, culture, ...).

C'est à cette dernière journée que cette analyse propose de donner suite : rendre compte de quelques actions collectives menées par certains centres avec leurs stagiaires et des débats qu'elles ont suscités auprès de travailleurs du secteur, souligner leurs points communs,

¹ Voir notamment le dossier « L'ISP, des racines et des ailes. 30 ans d'histoire », in *L'essor*, n°36, mai 2006 http://www.interfedebelgium.be/dmdocuments/ESSOR/ESSOR_36.pdf

² Voir notamment KONSTANTATOS F, « Quel sens pour le travail social en EFT OISP aujourd'hui ? », SAW-B, 2011, http://www.saw-b.be/EP/2011/A1106sens_travail_social.pdf

³ <http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi/api2.pl?lg=fr&pd=2012-01-23&numac=2012200314>

⁴ L'Interfédération des EFT -OISP ASBL promeut les actions des Entreprises de Formation par le Travail et des Organismes d'Insertion Socioprofessionnelle. Elle effectue à cette fin des missions d'informations, de formation et de conseil dans les domaines économiques, sociaux et pédagogiques. Elle soutient l'action et la coopération de ses membres et de leurs affiliés. www.interfedebelgium.be

interroger les tensions qui se dégagent et les mettre en rapport avec les enjeux du secteur de l'ISP.

DES PRATIQUES D'ACTION COLLECTIVE : LEURS RESSORTS

Lors de cette journée d'échange, comme pour cette analyse, il a été choisi de donner une définition simple et large de l'action collective : un travail de mobilisation réalisé au sein d'un centre avec un groupe de stagiaires qui dépasse le cadre strict de la formation pour agir sur des réalités sociales communes, dans le champ de l'emploi, du logement, de l'alimentation, etc.

Les exemples partagés ici ne prétendent pas à l'exhaustivité : leur description est nécessairement limitée et ils ne couvrent pas l'ensemble des actions collectives menées au sein du secteur de l'ISP. Toutefois, par-delà leur variété, ils partagent des points communs et des interrogations qui dépassent leur cas particulier.

L'action **Chômeurs Actifs**⁵ a pour objectif de défendre les droits et la dignité des « travailleur(se)s sans emploi », de reconstruire la solidarité entre travailleurs avec et sans emploi. L'action rassemble la **Funoc** et ses stagiaires, la CSC, la FGTB et leurs militants. A l'origine, le groupe s'est mobilisé suite aux visites domiciliaires en 1997. Depuis, les personnes qui se mobilisent au sein de Chômeurs actifs changent mais le travail se poursuit. En 2011, le groupe a réalisé le film « Chômeurs malgré eux », qui a été projeté au Cinéma le Parc à Charleroi. Il donne la parole aux militants CSC-FGTB et stagiaires Funoc qui témoignent de leur situation de travailleurs sans emploi.

Suite à la réforme du chômage imposée par le plan d'austérité, les apprenants de **Lire et Ecrire Centre Mons Borinage** ont éprouvé le besoin de mieux comprendre pour pouvoir agir en connaissance de cause. Après avoir interpellé leurs formatrices, un partenariat s'est rapidement instauré avec le Cepré (antenne régionale du CEPAG⁶) qui collabore régulièrement avec l'OISP et dont les activités militantes (par exemple des cinés-débats) attirent notamment des apprenants de Lire et Ecrire. C'est donc au sein des assemblées des « Travailleurs sans emploi »⁷ du Cepré que les apprenant(e)s ont trouvé un espace pour s'auto-organiser et revendiquer des emplois de qualité pour toutes et tous avec l'action **Nœud Papillon**⁸. Leur travail d'analyse et de mobilisation s'est conclu par une interpellation des ministres de l'emploi et une action symbolique au domicile du premier ministre. Cette action a impliqué les apprenant(e)s de Lire et Ecrire Centre Mons Borinage, l'ASBL d'éducation permanente Cepré mais aussi les formatrices de Lire et Ecrire qui ont inscrit leurs formations dans le prolongement des assemblées du Cepré.

Partant du constat que l'achat d'un logement de qualité est difficilement accessible sans des revenus de travail et que c'est un outil d'insertion incontestable. **Quelque Chose à Faire**⁹ (**QCAF**) et Relogeas¹⁰ se sont penchés sur l'auto-construction de logements à loyer modéré basse énergie ou passif en offrant la possibilité à quatre personnes et à leur familles de se former en construisant leur logement. Depuis quelques mois, quatre stagiaires ont donc

⁵ Plus d'infos : Funoc Clara Meeus 071 31 15 81 www.funoc.be

⁶ Le Cepag est un mouvement d'éducation permanente reconnu dans le cadre du Décret 2003 de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Il développe avec ses 9 Régionales fédérées une dynamique de formation et d'animation auprès des publics populaires sur des thèmes en lien avec le politique, le social, le culturel et l'économique. Toutes ces activités s'inscrivent dans une démarche complémentaire avec la FGTB et ses différentes structures.

⁷ Les travailleurs sans emploi ont ensuite organisé un rassemblement le 19 mars 2013 devant le Ministère des Finances de La Louvière. Le but étant de montrer que le Gouvernement peut trouver les moyens financiers afin de créer des emplois de qualité en prenant l'argent là où il se trouve.

⁸ Plus d'infos : Lire et Ecrire Centre Mons Borinage Caterina Morabito 064 31 18 80 <http://centre-mons-borinage.lire-et-ecrire.be/>, Cepré Freddy Bouchez 064/23 61 73 <http://www.cepag.be/regionales/cepre-centre>

⁹ Plus d'infos : Quelque Chose à Faire, Bernard Spinoit 071 31 78 52 www.qcaf.be

¹⁰ Relogeas a pour objectif principal de rénover des bâtiments insalubres améliorables, d'utiliser ces rénovations comme chantiers pour des entreprises d'économie sociale, de louer ces logements d'insertion ou de transit pour un loyer n'excédant pas 20% des revenus à des personnes en difficultés sociales et financières, mal logées ou sans abri et prioritairement à des personnes en voie d'insertion socioprofessionnelle.

commencé la **construction (collective et accompagnée) de quatre maisons unifamiliales** en ossature bois et terre-paille.

Les stagiaires de l'**AID du BW**¹¹ ont participé au **Festival du film social Vivre Debout** à Perwez co-organisé par le CIEP, le CRABE, la FEC et FORABRA sur le thème « S'alimenter local, un acte concret à portée de main ? ». Pour l'occasion, un travail de réflexion sur la thématique du festival a été mené durant les cours de « vie sociale », puis chaque stagiaire a conçu et finalisé une affiche illustrant sa réflexion¹². D'une opportunité, l'action est devenue un projet collectif que se sont appropriés les participant(e)s à la formation. L'aventure s'est clôturée par une exposition où les stagiaires ont pris la parole et expliqué leur démarche. Un court métrage montrant l'évolution de chaque affiche a également été diffusé avec chaque projection du festival.

Né d'une volonté des citoyens de mettre en lumière le patrimoine et la richesse culturelle de leurs quartiers trop souvent décriés, le **festival MAI'tallurgie** propose une semaine d'événements sociaux, culturels et artistiques placés sous le signe de la convivialité au cœur de Marchienne-au-Pont. L'action permet de tisser des liens, de produire et porter des revendications collectives. **Avanti**¹³, OISP mettant en œuvre la pédagogie de projet, a proposé à ses stagiaires de prendre part à ce festival porté par un collectif de citoyens du quartier où est implantée l'OISP. Ceux-ci ont réalisé ensemble une série d'objets géants qui ont servi à du street art et à une parade. Outre la réalisation des objets, Avanti et les stagiaires se sont largement impliqués dans le festival : accueil des activités au sein du centre, participation aux activités, ...

Soucieux d'améliorer la participation des usagers de la santé mentale dans le domaine de l'économie, **Article XXIII**¹⁴ a pour vocation l'insertion par le travail de ces usagers. Un projet européen a été l'opportunité d'organiser des **échanges internationaux** avec d'autres structures du même type (en Suisse, en Grèce,...) sur le parcours d'insertion et le rôle citoyen des usagers de la santé mentale. Ces rencontres ont été construites pour et par les stagiaires d'Article XXIII. Alors que le subside européen imposait certaines limites à la participation, les stagiaires ont exprimé le souhait de pouvoir prolonger le projet et continuer à s'impliquer même sans subside. Ils se sont mobilisés pour trouver les moyens nécessaires. Ces rencontres ont permis de constater énormément de similitudes entre les différents pays sur la question des rapports entre travail, insertion et santé mentale. Cela a abouti à la production de revendications communes autour de l'image que la société renvoie aux personnes qui souffrent de troubles mentaux, des aménagements des entreprises, des aides à l'embauche, du regroupement de plusieurs personnes sur un poste de travail, etc.

Les préoccupations des stagiaires au centre de l'action : héritage historique menacé ?

Dans les exemples cités, qu'il s'agisse de comprendre les réformes en cours pour les allocations de chômage ou d'accéder à la propriété, ce qui donne sens à l'action collective et permet de la construire, c'est la place faite aux préoccupations des stagiaires. L'action a alors pour moteur la tension qu'ils ressentent entre ce à quoi ils aspirent profondément et l'insatisfaction de ce qu'ils vivent. Les stagiaires sont donc d'emblée positionnés en tant qu'acteurs et considérés dans leur globalité plutôt que réduits à la seule facette d'une personne « consommatrice » d'une formation professionnelle. Le préalable à une telle posture, ce sont les finalités du centre, les missions et le cadre global définis par la direction et son conseil d'administration. Or, la façon dont ces finalités sont déclinées en actions dépend de l'histoire du centre et de la façon dont il a évolué.

Historiquement, le secteur des EFT-OISP est né de plusieurs initiatives du secteur associatif. Une première source tient du côté de ceux qui étaient à la recherche d'alternatives

¹¹ <http://www.aid-bw.be/News/les-stagiaires-sgaffichentq-au-festival-du-film-social-de-perwez.html>

¹² Plus d'infos : AID Brabant wallon Patricia Fyon 067 21 03 58 <http://www.aid-bw.be/>

¹³ <http://www.maitallurgie.be/>

¹⁴ Plus d'infos : Article 23 Jean-Michel Stassen 04/223 38 35 <http://www.article23.eu/>

économiques. Il s'agissait soit de pratiques plutôt communautaires et autogestionnaires, soit de profils plutôt entrepreneuriaux qui font l'hypothèse que les demandeurs d'emploi sont plus à la recherche d'un revenu que d'une formation et que « *pour avancer avec [eux], le mieux est dès lors de leur offrir un revenu, via un travail sur chantier, ou en atelier, voire même en stage en entreprise* »¹⁵. L'idée était de « vivre aujourd'hui ce que nous voulons pour demain ». Une alternative économique connectée aux autres dimensions de l'existence, qui se préoccupe de donner un emploi à ceux qui n'en ont pas ou n'en ont plus (cf. restructurations massives de l'époque). Une deuxième source trouve son origine parmi les acteurs de l'éducation permanente, avec une approche globale et politique de la formation, guidée par l'action sur la société. Ont aussi participé à la naissance des EFT-OISP un troisième volet d'initiatives issues du secteur de l'aide sociale, qui était alors mû par un souci d'affiliation des jeunes dans le contexte du passage de la majorité de 21 à 18 ans. Se mobilisent alors le secteur de la santé mentale, la lutte contre les assuétudes, l'aide à la jeunesse, etc. Si les portes d'entrée variaient, il s'agissait dans les trois cas de faire face aux nouvelles questions que posait alors la crise, en matière de formation mais aussi au niveau socio-économique en général.

Si l'ISP s'est en partie constituée dans le cadre du secteur de l'éducation permanente, les reconnaissances successives lui ont donné un cadre décretaal spécifique. L'éducation permanente est demeurée l'un des versants de la politique culturelle soutenue par la Fédération Wallonie-Bruxelles tandis que l'ISP a été rattachée à la politique de l'emploi et de la formation soutenue par la Région Wallonne¹⁶.

Dans l'actuel décret EFT-OISP, une des missions premières des centres est la formation du public le plus éloigné des dispositifs de formation traditionnels en vue de faciliter son intégration dans un emploi ou une formation durable et de qualité. Toutefois, l'action collective reste présente : le décret fixe en effet parmi les objectifs des EFT-OISP d'« *assurer à tous les bénéficiaires des pratiques de formation favorisant l'émancipation sociale, individuelle et collective* »¹⁷. Au-delà du cloisonnement décretaal entre éducation permanente et insertion socioprofessionnelle, il y a donc eu et il y a toujours un sens à ce que les EFT-OISP développent un travail d'émancipation articulé à celui de formation. Cependant, à voir aujourd'hui la pression subie par le secteur pour former des demandeurs d'emploi toujours plus en « adéquation » avec les attentes du marché, à voir comme la logique d'individualisation des responsabilités peut déteindre sur les centres et les mettre malgré eux en concurrence, la question de l'émancipation et de l'autonomie sociale ne va pas de soi. Elle est donc à réaffirmer plus que jamais.

Education permanente ?!

L'expression éducation permanente est particulièrement polysémique. Au cours de cette analyse, deux acceptations en sont utilisées :

- **l'éducation permanente en tant qu'un ensemble de pratiques** (qu'on appelle aussi « éducation populaire »). « *L'éducation populaire prend ses origines dans les mouvements sociaux du début du siècle dernier. Son objectif est de « faire sortir le peuple et ses fractions les plus opprimées de la place qui leur est assignée ». Elle est censée conduire « de l'assujettissement à l'émancipation ». Elle « concourt à la compréhension de la réalité historique du moment et à la prise de conscience de la puissance d'agir du peuple » (Maurel, 2010, p.24).* »¹⁸
- **l'éducation permanente en tant que secteur**, en l'occurrence celui formé par un ensemble d'associations reconnues par la Fédération Wallonie-Bruxelles pour avoir de telles pratiques (au sens premier du terme éducation permanente), avec des activités qui s'inscrivent dans le cadre

¹⁵ GEORIS P., « Le secteur ISP face au monde économique », in *L'essor*, n°36, mai 2006, p. 18

¹⁶ Ce transfert vers la Région wallonne s'est fait en 1994 pour les EFT. Lire à ce propos MIKOLAJCZAK E., « 30 ans d'histoire du secteur ISP : de la guerre du feu à l'Homo-dispositif-intégré », in *L'Essor*, n°36, mai 2006, pp 4-8.

¹⁷ Décret wallon EFT-OISP http://www.interfedeb.be/index.php?option=com_content&task=view&id=34&Itemid=52

¹⁸ DELHAYE C., *L'éducation permanente : ses enjeux actuels et à venir*, CESEP, 2012, p. 8

du « Décret relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente » (2003). Toutefois, le secteur de l'éducation permanente ne recouvre pas l'ensemble des pratiques d'éducation permanente.

Dans un cas comme dans l'autre, l'éducation permanente ne doit pas être confondue avec « l'éducation au long de la vie », expression en vogue au sein des institutions européennes. Il s'agit dans ce cas d'une acquisition continue de compétences valorisables sur le marché de l'emploi. « *La notion d'éducation et de formation tout au long de la vie est indispensable à la compétitivité de l'économie de la connaissance. Elle s'applique à tous les niveaux d'éducation et de formation et concerne toutes les étapes de la vie, ainsi que les différentes formes d'apprentissage. L'éducation et la formation tout au long de la vie visent à fournir aux citoyens les outils pour s'épanouir personnellement, s'intégrer socialement et participer à la société de la connaissance* »¹⁹

Si tous les centres n'articulent pas de la même manière formation et émancipation, la question de l'emploi reste centrale pour tous et celle-ci est inévitablement en lien avec une série de questions sociales (travail digne, logement, solidarité, mobilité, santé ...). Pour y apporter des réponses, les centres utilisent des moyens variés, qui se distinguent par la question traitée, le type d'action (informer, rédiger des revendications, manifester, réaliser une production ...), le degré d'implication des stagiaires (initiateurs, co-organisateurs, acteurs, destinataires ...) et l'ouverture du projet (aux proches, à quelques alter ego, aux voisins, à la société en général ...).

Concrètement, ces actions vont de rencontrer d'autres personnes dans des situations semblables (exemple des rencontres européennes d'Article XXIII) à s'informer et agir en mettant à profit le cadre de certains cours (exemple de l'infographie pour AID BW ou du travail sur chantier pour QCAF) jusqu'à la mobilisation collective et militante (exemple de l'action Nœud Papillon pour Lire et Ecrire) en passant par des projets qui dépassent le centre (exemple du festival MAI'tallurgie pour Avanti). En plus des exemples partagés lors de la journée d'échanges, citons aussi l'outil « Du je au nous » de l'ASBL Flora qui a pour objet de sensibiliser les groupes en insertion à la participation citoyenne, en les accompagnant dans la réalisation d'un projet entièrement construit par le groupe²⁰. Plutôt que de répondre à une question sociale en créant le cadre de travail ad hoc (exemples de l'autoconstruction, de Chômeurs actifs, de l'action Nœud papillon) ou de se saisir d'une opportunité pour traiter une question sociale (exemples d'Article XXIII, de l'AID BW, d'Avanti), il est aussi possible de concevoir un cadre propice à l'action collective sans déterminer à l'avance la question qui va mobiliser le groupe, ce choix faisant pleinement partie du processus de mobilisation et participation.

Construire le collectif et se mobiliser

Point de départ incontournable, les préoccupations des stagiaires ne sauraient pourtant suffire pour mettre en branle l'une de ces actions collectives. Les témoignages montrent en effet la nécessité de dépasser le point de vue strictement individuel : il ne suffit pas d'avoir chacun un problème de logement, d'emploi, de santé mentale, etc., il faut aussi saisir en quoi ces cas particuliers ont quelque chose de commun pour tous les membres du groupe, qu'ils renvoient aux mêmes causes et/ou besoins. Le travail d'analyse et de compréhension est donc nécessaire pour construire collectivement une vision partagée articulée au vécu de chacun et ensuite passer à l'action ensemble.

Agir ensemble, c'est une façon de sortir du fatalisme, en réalisant quelque chose de concret (exemple des maisons de QCAF) et de créatif (exemples des objets géants et du street art d'Avanti et des affiches d'AID BW) ou en réussissant à formuler des propositions et faire entendre des revendications (exemples de la Funoc, Lire et Ecrire, Article XXIII).

¹⁹ http://europa.eu/legislation_summaries/education_training_youth/lifelong_learning/index_fr.htm

²⁰ <http://www.du-je-au-nous.be>

Beaucoup de facteurs interviennent pour permettre et soutenir l'action collective. On a déjà cité comme préalables la détermination du centre à favoriser l'émancipation et à prendre en considération ses stagiaires dans leur globalité, en travaillant à partir de leurs préoccupations dans ce qu'elles ont de « commun ». Cette prise en considération des préoccupations des stagiaires va de pair avec la libre participation. Ce n'est pas aux forceps que ces actions se sont organisées : elles reposent très souvent sur l'adhésion volontaire des stagiaires. Toutefois, cette mobilisation ne va pas de soi. Le nombre de stagiaires impliqués dans Chômeurs actifs ne représente qu'un très petit pourcentage de l'ensemble de ceux en formation au sein de l'OISP. Le long travail de sensibilisation mené par le Cepré joue lui aussi un rôle : il y a sans doute un éveil ou une maturation pour la mobilisation au long des ciné-débats organisés par le Cepré et auxquels ont participé des stagiaires de Lire et Ecrire.

La durée a également son importance dans l'action elle-même : former un collectif, réfléchir, analyser, créer, revendiquer, cela prend du temps... et les 18 mois de formation passent très vite. Cela demande aussi des moyens : mettre à disposition un travailleur dans le cas de la Funoc, recevoir un terrain où construire pour QCAF, compléter un subside européen pour Article XXIII ... Il est aussi nécessaire que le cadre de travail soit sécurisé : QCAF a obtenu de l'Onem l'assurance que l'EFT pouvait avoir pour client ses propres stagiaires (le travail d'autoconstruction se fait durant leur formation, avec l'encadrement ad hoc et leur est facturé comme pour n'importe quel chantier chez n'importe quel client).

Outre les conditions « préalables », ce qui a également aidé ces actions collectives, c'est le travail en partenariat. Tous les témoignages font état d'une collaboration avec des acteurs qui les renforcent : expertise et service (Releas pour QCAF et l'autoconstruction), complémentarité (Cepré pour Lire et Ecrire avec l'action Nœud Papillon), ouverture et visibilité (le festival Vivre Debout pour AID BW, MAI'tallurgie pour Avanti), co-construction (centres similaires européens pour Article XXIII, MAI'tallurgie pour Avanti), rencontres de publics (CSC et FGTB pour la Funoc avec Chômeurs actifs) sont autant d'apports du partenariat. Celui-ci réclame aussi de penser les limites du partenariat : en mettant ses locaux à disposition de MAI'tallurgie, Avanti s'est rendu compte que les activités du festival étaient très riches mais aussi très envahissantes. Il s'agit également de savoir tenir son rôle : une formatrice explique qu'elle a dû être attentive à soutenir le travail d'action collective tout en restant dans le cadre du travail de formation (par exemple laisser le travail d'analyse et d'élaboration des revendications aux stagiaires avec le Cepré mais se servir des revendications élaborées par le groupe pour s'exercer à la lecture et à l'écriture pendant les heures de formation).

Cet exemple de Lire et Ecrire illustre un autre adjuvant des actions collectives avec les stagiaires : l'articulation intelligente entre ces actions et la formation socioprofessionnelle. Idem pour l'autoconstruction chez QCAF, pour la réalisation d'affiche chez AID BW, le travail du fer et du bois chez Avanti : la formation socioprofessionnelle se fait ressource au bénéfice et des stagiaires et de leur action commune.

Ce qu'il en reste après coup

Les effets des actions sont variables. Il y a le résultat concret auquel arrivent le groupe et ses partenaires : les festivals MAI'tallurgie et Vivre Debout sont une réussite, les maisons des stagiaires de QCAF seront construites d'ici deux ans, un film a été produit et montré par Chômeurs actifs, l'opération Nœud Papillon a été menée à bien et le groupe a reçu un courrier du premier ministre ...

Il y a aussi la portée des actions, plus délicate à palper. Que dire aujourd'hui des effets des interpellations de l'action Nœud Papillon au niveau des politiques d'emploi ? « *Au moins, on peut sortir du fatalisme et voir que l'on peut faire quelque chose ensemble* », diront certains. Le travail de Chômeurs actifs, combiné à celui d'autres militants pour dénoncer et refuser les visites domiciliaires a fini par porter ses fruits. Ces victoires sont importantes pour continuer l'action.

Le changement de regard sur soi et des autres est un effet sur lequel les témoins sont unanimes. Faire l'expérience de former un collectif et de réussir quelque chose ensemble, qui en plus est reconnu par d'autres, cela donne confiance en soi et rend fier. Il s'agit d'être « plus » que des stagiaires, de se donner une place comme citoyen. Le regard des autres change aussi et des stéréotypes sont démentis.

Comme ces actions sont tournées vers l'extérieur et favorisent des rencontres et des collaborations, elles permettent aussi de décroquer les univers et tisser de nouvelles solidarités : entre stagiaires de différents pays pour Article XXIII, entre stagiaires et militants à la Funoc et à Lire et Ecrire, entre stagiaires et personnes du quartier pour Avanti.

Sans modifier la loi, les changements de regard sur soi et sur les autres comme la création de nouveaux liens ont en eux-mêmes une portée politique. En effet, par ces actions, les stagiaires troquent une identité de « demandeurs d'emploi » pour celle d'un acteur militant, d'un auto-constructeur de maison, d'un acteur culturel, ... De « demandeurs », ils deviennent « acteur », de « éloigné de... », ils deviennent « agissant sur... ».

Par ailleurs, réaliser ces actions collectives, c'est aussi effectuer une série d'apprentissages ou de renforcements qui peuvent être utiles aux stagiaires dans d'autres contextes, y compris la recherche d'un emploi : augmentation de son capital social et culturel (culture générale, relations sociales, écoute des autres, pensée critique ...) et acquisition de compétences (prendre la parole en public, argumenter, analyser, se faire sa propre opinion, synthétiser, rédiger un courrier, se déplacer, organiser une activité ...).

DES PRATIQUES D' ACTIONS COLLECTIVES QUI POSENT QUESTIONS

En prenant un peu de hauteur par rapports aux pratiques d'action collective, on peut dire qu'elles posent question aux EFT-OISP quant à leurs finalités, leurs méthodes et soulignent certaines tensions. Voici quelques apports théoriques, des outils pour analyser et questionner l'action collective.

Quelle articulation entre éducation permanente et action sociale ?

Les tensions entre les finalités d'éducation permanente et d'action sociale de la formation perdurent aujourd'hui dans le quotidien des centres EFT et OISP. Quand le politique redéfinit le secteur, quand il s'agit de prioriser son travail, quand on est mis face au « taux d'insertion », quand la précarité des stagiaires va crescendo ou quand on s'engage dans une action collective avec eux, nombreux sont les moments qui questionnent le sens de son travail ou la mission de son centre.

Quel est l'objectif qui guide notre travail avec les stagiaires : contribuer à plus d'employabilité ? Plus de compétences ? Moins de problèmes sociaux ? Plus d'autonomie ? Plus de confiance en soi ? Plus d'intégration ? Plus de pouvoir d'agir ? Les réponses sont sans doute multiples, complexes et appartiennent à chaque centre qui en fera sa propre articulation.

Ces questions pourraient être éclairées par la réflexion de Jean-Pierre Nossent²¹ qui interroge notamment les pratiques culturelles à partir de deux visions des politiques culturelles. D'une part, la démocratisation de la culture qui veut réduire les inégalités par l'accès de tous aux mêmes œuvres (adapter les pédagogies, faciliter l'accès aux œuvres ...). Autrement dit, la démocratisation culturelle veut la culture pour tous. Une culture qui renvoie à des universaux esthétiques et a mission « d'assurer un minimum de partage des savoirs et des valeurs nécessaires à des communautés afin d'organiser la cohésion de la société moderne qui impose

²¹ Voir NOSENT JP, « L'émancipation, entre l'éducation permanente et l'aide sociale », in *Antipodes*, n°199, décembre 2012 <http://www.iteco.be/L-emanicipation-entre-l-education>

que les inégalités soient un peu réduites »²². D'autre part, la démocratie culturelle prône plutôt la culture de et par tous. Au lieu d'établir une égalité des chances pour combler un manque de culture par une culture cultivée et universelle, elle veut soutenir l'expression de l'identité et la production de diverses cultures par tous (cultures populaires, régionales, de quartier, jeunes...)²³.

Là où la démocratisation de la culture vise l'intégration, la démocratie culturelle veut l'émancipation. Sans doute peuvent-elle être deux bornes qui éclairent et balisent la tension entre les missions que se donnent les EFT et OISP. En effet, viser l'insertion socioprofessionnelle, c'est sans doute embrasser de nombreux objectifs, depuis l'employabilité²⁴ jusqu'au pouvoir d'agir et s'approcher tantôt plus de l'action sociale (intégrer, combler les manques), tant plus de l'éducation permanente (s'émanciper, re-définir le vivre-ensemble)²⁵. Dans tous les cas, ce sont deux faces constitutives du travail des EFT-OISP, une articulation présente dès leur naissance. Aujourd'hui, elle est particulièrement mise à mal par le contexte et les politiques publiques qui renforcent le cloisonnement et se concentrent sur la fonction intégrative que sont supposé assurer la formation et l'emploi.

Cette lecture de la tension entre intégration et émancipation peut aussi éclairer le positionnement des stagiaires : désirer avant tout apprendre un métier, acquérir des compétences valorisables pour décrocher un emploi et en même temps, avoir besoin d'être reconnu comme citoyen à part entière.

Quel lien entre émancipation et action collective ?

Là où la portée des actions n'est pas toujours simple à identifier, le concept d'« empoderamiento » distingue plusieurs dimensions dans l'émancipation, à mettre en rapport avec le travail réalisé avec les stagiaires. Le terme « empoderamiento » vient de la réflexion des mouvements féministes latino-américain et africain sur les rapports de genre²⁶. Ce concept s'applique aux individus comme aux communautés et désigne à la fois la capacité d'agir de façon autonome et le processus d'acquisition de cette capacité. Dans ce processus, plusieurs dimensions sont identifiées :

« - l'acquisition d'un « pouvoir intérieur », celui qui renforce l'individu. « Cette notion se réfère à l'image de soi, à l'estime de soi, à l'identité et la force psychologique, émotionnelle : le « savoir-être ». L'évolution de l'image de soi se construit à travers le regard sur soi-même mais aussi par le regard des autres sur soi et l'évolution de celui-ci (...).

- l'acquisition d'un pouvoir « de », processus par lequel l'individu ou le groupe accède à la capacité de prendre des décisions : Le pouvoir « de » comprend donc la capacité de décider, d'avoir de l'autorité, de résoudre les problèmes et de développer une certaine créativité qui rend apte à accomplir des choses. La notion renvoie aux capacités intellectuelles (la connaissance objective, le savoir, le savoir critique) mais aussi à l'économie et au social : avoir l'accès et le contrôle des moyens de production, des bénéfices, des services sociaux (santé), etc.

- l'acquisition d'un pouvoir « avec » : pouvoir collectif, pouvoir social et politique, qui met en évidence la notion de solidarité, la capacité de s'organiser pour négocier et pour défendre un objectif commun (des droits individuels et collectifs, des idées politiques : lobbying, etc.). »²⁷

L'empoderamiento se positionne par rapport au pouvoir « sur », en l'occurrence celui des institutions de la société sur les individus et leurs organisations.

²² NOSSENT JP, *op. cit.*

²³ Autre définition de la démocratie culturelle et de la démocratisation de la culture : intervention filmée de la sociologue Françoise Liot <http://www.youtube.com/watch?v=z-aY8F4AkqA>

²⁴ Voir à ce sujet la définition donnée dans son avis n°117 par le Conseil de l'Éducation et de la Formation

²⁵ Voir tableau synthétique en annexe

²⁶ Voir CHARLIER S., *Genre et Empowerment/empoderamiento/empouvoirement, Les essentiels du genre n°10*, Le Monde selon les Femmes, 2009.

²⁷ CHARLIER S, *op. cit.*, pp 24-25

Ces trois dimensions répondent à plusieurs éléments pointés jusqu'ici. Par rapport à la portée des actions : faire évoluer le regard et éprouver de la fierté, c'est en effet une partie d'un processus de changement, l'acquisition ou le renforcement d'un « pouvoir intérieur ». D'ailleurs, quand les travailleurs des EFT-OISP expriment la fierté ressentie par les stagiaires lors de ces actions collectives, ils ne parlent pas de n'importe quel sentiment. Il ne s'agit pas du quart d'heure de célébrité de Warhol ni de la reconnaissance pailletée des divers télécrochets ou autres télé-réalités : c'est bien se sentir « davantage capable », voir qu'ils ne sont pas réduits à l'étiquette « stagiaire », etc.

Idem par rapport à des actions collectives qui se concentrent plus sur la réponse à des besoins et l'acquisition d'un pouvoir « de », comme par exemple pouvoir accéder à un logement digne et à la propriété avec l'autoconstruction chez QCAF. En effet, le « travailler ensemble pour se loger » peut lui aussi faire partie du processus de changement et avoir une portée politique s'il est pensé dans cette acquisition d'autonomie des individus et de la collectivité. La phase de construction étant à peine entamée, il serait en effet intéressant de voir quelles leçons se tirent du travail en équipe (les quatre stagiaires réalisent le gros œuvre fermé des quatre maisons ensemble) et en famille (il leur faudra poursuivre l'autoconstruction pour les finitions avec leurs proches), quelle réflexion se mène sur l'accès au logement en général, ...

Enfin, l'empoderamiento pourrait également faire écho à la participation volontaire des stagiaires dans les actions collectives : il rappelle que l'acquisition d'un pouvoir avec, la détermination à agir ensemble pour défendre ses droits et construire une société plus juste, est nécessairement ancré dans un processus qui ne peut faire l'économie du « pouvoir intérieur » et du « pouvoir de », qui se soucie autant d'agir politique que d'avoir confiance en soi et de pouvoir répondre à ses besoins matériels.

Le « pouvoir intérieur », le « pouvoir de » et le « pouvoir avec » renvoient d'une certaine manière au principe d'identité développé par Alain Touraine lorsqu'ils parlent de la constitution des mouvements sociaux²⁸. Il ne s'agit pas d'être « fier de soi » mais bien, à partir du partage d'expérience, à partir de l'analyse des causes, à partir de l'action menée en commun ... de construire une identité sociale commune. En d'autres mots, les actions menées avec les stagiaires participent à développer chez eux un sentiment d'appartenance à un groupe social qui vit et partage un même sort, une même réalité sociale au sein d'une société. En fonction de la force de ce sentiment d'appartenance, l'implication dans l'action dans la durée n'en sera que renforcée.

Et dès lors, quelle position pour le stagiaire ?

Outre la portée de l'action collective, c'est aussi la façon dont l'action est pensée et organisée qui pose question. Sur quoi porte l'action, comment la mettre en œuvre, renforcer ces différents pouvoirs de l'empoderamiento ? Et derrière ces choix méthodologiques, quelle vision du stagiaire est à l'œuvre ?

Dans chacune des actions présentées, les stagiaires se sont mobilisés autour d'un enjeu sociétal : le logement à QCAF, la culture à Avanti, la diminution des allocations de chômage à Lire et Ecrire, les représentations et la défense des droits du demandeur d'emploi ou de la personne qui souffre de troubles mentaux à la FUNOC et à Article XXIII, l'alimentation dans une perspective de développement durable à l'AID BW. Cette mobilisation ne va pas de soi : elle nécessite une négociation entre les objectifs et aspirations propres à chaque membre du groupe (y compris les acteurs institutionnels), il faut savoir se mettre d'accord sur un commun dénominateur, un enjeu autour duquel l'on va agir ensemble. Dans ces actions, les stagiaires

²⁸ Pour rappel, Alain Touraine identifie trois principes dans la constitution des mouvements sociaux : le principe d'identité qui correspond à la conscience d'appartenance sociale ; le principe d'opposition qui correspond à la définition d'un adversaire ; et le principe de totalité qui correspond à la définition de l'enjeu de la lutte qui « dans le cas d'un mouvement social n'est rien d'autre que le système d'action historique dont les adversaires (...) se disputent la domination » (citation d'Alain Touraine (1973) dans le livre de FILLEULE O et PECHU C, *Lutter ensemble, les théories de l'action collective*, Paris, l'Harmattan, 1993)

ont l'opportunité d'occuper une position d'acteur social, c'est-à-dire viser, avec d'autres, à agir sur le monde, à transformer l'ordre des choses, bref à participer à la vie en société. Pour ce faire, ils doivent à la fois s'organiser et entrer en relation avec d'autres acteurs.

Or l'action collective n'est ni un long fleuve tranquille ni quelque chose qui va de soi. Le sociologue Luc Van Campenhoudt qualifie de « coopération conflictuelle » la relation entre les acteurs concernés par une même question sociale, un même enjeu. Coopération dans le sens où les stagiaires mobiliseront des ressources, s'associeront autour d'un enjeu commun ; conflit dans le sens où les points de vue et les intérêts divergents nécessiteront de s'accorder, de négocier, d'user d'influence...

Considérer la relation sous cet angle souligne l'importance de la négociation, des marges de manœuvre et de la créativité pour articuler la dimension conflictuelle à la coopération et permettre aux stagiaires d'être acteurs à part entière. Pratiquement, cela se traduit de façons très diverses. Par exemple, au sein de Chômeurs actifs, le travail en front commun avec les deux syndicats ne va pas nécessairement de soi : ils n'ont pas toujours les mêmes positionnements, alors il a été décidé d'éviter les sujets qui fâchent et de se concentrer sur ceux pour lesquels tout le monde est d'accord. Lors du rassemblement public organisé dans le cadre de l'action Nœud Papillon, la question de la prise de parole publique s'est posée : le micro est-il donné aux stagiaires ou aux responsables institutionnels ? Pour Article XXIII, la négociation a plutôt dû s'opérer entre le cadre imposé par l'appel à projet européen (qui ne finance pas plusieurs voyages par stagiaires, afin qu'un maximum d'entre eux puissent participer à au moins une rencontre) et les aspirations des stagiaires (qui voulaient continuer à s'impliquer dans les rencontres).

Poser la question de la position d'acteur des stagiaires, c'est donc interroger leur place dans l'action : sont-ils les bénéficiaires de l'action ou aussi acteurs/décideurs dans l'action ? Et comment faire en sorte que leur participation soit effective ? Les reconnaître comme acteurs, pleinement participants de l'action, c'est aussi poser la question des rapports de pouvoir et donc prendre des risques : celui d'être peut-être amené à redéfinir son action, d'être questionné sur ses finalités et donc sur ses éventuelles limites ou incohérences. Se mobiliser pour une action collective, c'est donc aussi s'approprier à assumer certaines responsabilités.

EN GUISE DE CONCLUSION

Sans rendre compte de l'ensemble des pratiques d'actions collectives menées dans le secteur, celles présentées ici illustrent la manière dont des opérateurs EFT/OISP permettent aux apprenants de s'emparer des questions sociétales. Elles témoignent comment des stagiaires, demandeurs d'emplois, agissent avec d'autres pour faire entendre leur voix. Elles témoignent comment les processus mis à l'œuvre dans ces actions rencontrent les objectifs d'émancipation et d'insertion socioprofessionnelle.

Mener ces actions met en évidence les compétences et savoirs des stagiaires et leur permet d'en développer d'autres. Autant d'atouts pouvant être mobilisés dans sa vie de citoyen et dans un contexte professionnel : avoir une meilleure estime de soi, avoir fait l'expérience que son avis compte, avoir pu construire une argumentation, avoir construit sa maison avec d'autres et développé le sens du travail en commun ...

Aussi diverses soient les actions collectives menées par les centres EFT-OISP, les questions qu'elles soulèvent se rejoignent : quelles finalités pour l'insertion socioprofessionnelle ? Avec quel modèle pédagogique ? Quelles priorités ? Quels effets ? Comment construire les partenariats ? ou encore comment articuler action sociale et éducation permanente ?

En creux de ces questionnements fondamentaux, se dessine aussi une affirmation : c'est de l'identité du secteur des EFT-OISP que relèvent ces actions et leurs interrogations. Telle qu'elle est conçue et mise en œuvre par chaque centre, l'action collective est en effet l'expression de

cette tension qui fait la spécificité du secteur, cette articulation entre intégration et émancipation.

Enfin, au rayon des questions que posent les actions collectives, il en reste au moins une, tout aussi fondamentale, à approfondir : qu'en est-il de l'action collective des travailleurs des centres EFT-OISP ? Les questions dont ils s'emparent avec les stagiaires ne les concernent-elles pas eux aussi ? A l'heure où les plans d'austérité rognent voire remettent en question les droits conquis par les travailleurs (pensions, statuts, ...) et où les politiques publiques redéfinissent les missions des EFT-OISP, quelles sont les causes pour lesquels, eux aussi, sont prêts à se mobiliser ?

POUR ALLER PLUS LOIN

CHARLIER S., *Genre et Empowerment/empoderamiento/empouvoirement, Les essentiels du genre n°10*, Le Monde selon les Femmes, 2009.

KONSTANTATOS F, « La participation des stagiaires : quelles pratiques, quels enjeux ? », SAW-B, 2012, http://www.saw-b.be/spip/IMG/pdf/a1216participation_stagiaires.pdf

LEPAGE F, « L'éducation populaire, Monsieur, ils n'en ont pas voulu... ou Une autre histoire de la culture », Editions du Cerisier, 2007. NB : conférence gesticulée par le même auteur sur le même sujet, visible ici : <http://www.youtube.com/watch?v=tBCILYB5PHE>

NOSENT JP, « L'émancipation, entre l'éducation permanente et l'aide sociale », in *Antipodes*, n°199, décembre 2012 <http://www.iteco.be/L-emancipation-entre-l-education>

LES ANALYSES DE SAW-B

Les analyses de SAW-B se veulent des outils de réflexion et de débat. Au travers de ces textes, SAW-B souhaite offrir la possibilité aux citoyens mais aussi, plus spécifiquement, aux organisations d'économie sociale de décoder – avec leurs travailleurs et leurs bénéficiaires – les enjeux auxquels ils sont confrontés dans leurs pratiques quotidiennes. Cette compréhension des réalités qui les entourent est essentielle pour construire, collectivement, les réponses et dispositifs adaptés aux difficultés rencontrées. Ces analyses proposent également aux travailleurs de l'économie sociale de poser un regard critique sur leurs pratiques et leurs objectifs mais aussi sur notre société, ses évolutions, nos modes de consommations, de production, de solidarité, etc.

Ces textes ne sont pas rédigés « en chambre » mais sont le résultat direct des interpellations des acteurs de terrain. Nous vous invitons à les prolonger en nous relayant vos interpellations, commentaires et propositions. Si vous le souhaitez, au départ d'un de ces sujets d'analyse, nous pouvons aussi co-organiser avec vous une animation sur mesure au sein de votre entreprise sociale ou de votre groupe citoyen.

Nos analyses sont disponibles sur notre site www.saw-b.be, à côté de nos études, où elles sont classées selon les thématiques suivantes :

- Economie sociale et enjeux politiques
 - o Enjeux européens et internationaux
 - o Enjeux belges et régionaux
 - o Economie sociale et enjeux de société
- Economie sociale et travail
 - o Insertion socioprofessionnelle
 - o Sens du travail
- Produire et consommer autrement
 - o Culture
 - o Distribution et alimentation
 - o Logement
 - o Environnement
 - o Services
- Contours, objectifs et fonctionnement de l'Economie sociale
 - o Frontières de l'Economie sociale
 - o Démocratie économique et participation
 - o Définitions et objectifs de l'Economie sociale
 - o Fonctionnement de l'Economie sociale
 - o Financement de l'Economie sociale

SAW-B (Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises) est un mouvement pluraliste pour l'alternative économique et sociale. Créée en 1981, l'ASBL rassemble les femmes et les hommes qui construisent une économie centrée sur le respect de l'humain et de l'environnement et non sur le profit. Ses membres représentent plus de 300 entreprises sociales - soit 15 000 travailleurs - en Wallonie et à Bruxelles : des ASBL, des coopératives, des fondations et des sociétés à finalité sociale actives dans de nombreux secteurs tels la culture, la formation, la santé, les énergies, les services à la personne, ...

SAW-B vise à défendre, représenter et développer l'économie sociale et les entreprises qui la composent. Elle est reconnue comme agence-conseil par la Wallonie et comme acteur d'éducation permanente par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Toutes nos analyses sont sur www.saw-b.be